



# État d'urgence, répression policière, entraves au droit de grève et de réunion, la liberté se meurt en toute sécurité !

Le 17 mars, les étudiants ainsi que les lycéens ont été nombreux aux côtés des salariés dans les manifestations soutenues par de nombreuses organisations syndicales contre le projet de loi El Khomri-Valls-Hollande.

Devant l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement a choisi la voie de l'intimidation et de la répression policière à l'encontre d'une jeunesse qui refuse la précarisation de son avenir.

**La CGT Ferc Sup condamne fermement les violences policières qui se sont exercées contre les lycéens et les étudiants notamment, à l'occasion de la journée nationale du 17 mars :**

le matraquage de lycéens et d'étudiants sur le campus de l'Université de Strasbourg ainsi que sur celui de Metz, l'arrestation musclée d'un étudiant dans les locaux de l'université Lyon 2, charges violentes des CRS à Rennes, les provocations policières contre les cortèges de lycéens à Marseille, l'évacuation d'un amphithéâtre et la dispersion à coups de matraques et de gaz lacrymogènes d'une AG d'étudiants par 300 CRS au sein même de l'université Tolbiac à la demande du président de Paris 1... Des poursuites judiciaires ont même été engagées contre certains étudiants. Les recteurs comme les présidents d'université se sont rendus complices de ces tentatives de manœuvres d'intimidation policière de la part d'un pouvoir aux abois, par la fermeture administrative des campus et le recours aux forces de police dans les locaux universitaires. Une fois de plus des présidents d'université ont démontré le peu de cas qu'ils faisaient des franchises universitaires, de la liberté d'expression, de réunion et du droit de grève !

**La CGT FERC Sup dénonce toutes ces provocations policières avec leur cortège de violences ordonnées au plus haut niveau de l'État et exige la libération immédiate et l'arrêt des poursuites contre tous les militants interpellés.**



À l'évidence, le pouvoir Valls-Hollande, plus que jamais au service des intérêts du capital, cherche à réprimer et intimider une jeunesse en colère, espérant ainsi étouffer dans l'œuf le puissant mouvement qui est en train de se développer contre sa loi de réforme du code du travail, véritable régression de civilisation. Mais, les lycéens et les étudiants ne se laisseront pas impressionner et seront encore plus nombreux, avec tous les salariés, lors des prochaines mobilisations des 24 et 31 mars.

**La CGT FERC Sup appelle plus que jamais les personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à se mobiliser massivement contre la loi « Travail », pour les revendications spécifiques des fonctionnaires et des contractuels publics en participant à toutes les initiatives unitaires avec les étudiants, la jeunesse, et les autres salariés du public et du privé qui sont annoncées pour les prochains jours et en particulier à la journée de grève et de manifestation du 31 mars prochain.**

Montreuil, le 22 mars 2016